

LE MAGHREB ET L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

AVANT-PROPOS

L'Annuaire de l'Afrique du Nord, né avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, n'avait jamais encore abordé un thème de ce type, privilégiant jusqu'ici les problèmes internes du Maghreb. Certes nous avons évoqué la *Succession d'Etats* (1) avec le parachèvement de la décolonisation maghrébine; par ailleurs les chroniques diplomatiques, de Maurice Flory puis de moi-même, font le bilan chaque année de la diplomatie maghrébine. Mais jamais nous n'étions sortis de l'Ile du Couchant, jamais encore une étude de l'ampleur géographique de celle que nous proposons n'avait été envisagée (2). Nous avons donc franchi le désert du Sahara avant que de faire le voyage en Orient pourtant source de toute chose ici bas. C'est précisément l'affaire saharienne qui nous a conduits à ce choix et l'on constatera aisément ci-dessous qu'elle en est la cause et le cœur. Et cela nous ramène deux décennies en arrière comme si l'histoire n'arrivait pas à se frayer ce chemin sinueux à travers la foule infinie des hasards.

20 ans en arrière, 1960, De Gaulle en pleine guerre d'Algérie, la France crée la Communauté; les Etats africains accèdent à une indépendance octroyée et fragile et un vaste projet d'organisation des régions sahariennes donne le ton à une coopération que le gaullisme prémonitoire de Pnom Penh souhaite exemplaire. Hélas ! le hasard de Engels paraphrasé plus haut, n'y est pour rien; c'est l'histoire des intérêts qui se déroule : la Mauritanie — Miferma, plus que tout autre, manifeste l'artificialité des nouveaux Etats, porteuse de tous les problèmes futurs. Vingt ans après rien n'est résolu et c'est la guerre.

L'OUA avait confirmé, sous l'impulsion de Ben Bella, qu'à tout prendre la solution la moins catastrophique était encore le maintien des frontières coloniales. Aujourd'hui l'OUA se révèle incapable de régler les conflits interafricains. [Raoul WEEKSTEEN : « l'OUA et la question saharienne »].

L'autre dimension transafricaine, l'Islam, pouvait laisser espérer que les Frères ne se dévoreraient pas entre eux. Hélas ! illusion ou mauvaise analyse, Ch. COULON et Fr. CONSTANTIN [« Espace islamique et espace politique dans les relations entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Noire »]

(1) FLORY, ETIENNE, FOUILLOUX, SANTUCCI (AAN, 1966).

(2) La direction de cet ensemble d'études a été assurée par Slimane CHIKH, assisté de Hubert MICHEL.

nous aident à comprendre ce qu'il y a d'identique et de différent dans cet Islam-là.

Les relations maghrébo-africaines gagnent à être resituées dans une approche plus générale des stratégies internationales (Nord-Sud, Est-Ouest, etc.). L'article de Jean-Robert HENRY dresse le bilan de l'usure des solidarismes politiques, concurrencés depuis Bandoeng par les contraintes de la construction des États, pour constater, à partir du cas algérien, l'émergence de stratégies solidaristes plus concrètes, fondées sur une vision globale du jeu économique international. Et pourtant le bilan de la coopération entre États africains est bien maigre, tant il est vrai que les relations économiques réelles se déterminent ailleurs.

D'aucuns trouveront sans doute que nous faisons la part trop belle à l'Algérie [Slimane CHIKH : « La politique africaine de l'Algérie »]. Mais les faits sont têtus et, si la petite Tunisie [Mohsen TOUMI : « La politique africaine de la Tunisie »] a, *mutatis mutandis*, un rôle plus important que son étroitesse géographique ne le laisse supposer, si la Libye [Hervé BLEUCHOT : « La politique africaine de la Libye (1969-1978) »] a une politique africaine résolument agressive, il est certain que l'équilibre serait différent si le Maroc [Mohammed BOUZIDI : « Le Maroc et l'Afrique sub-saharienne »] avait une politique extérieure. Or, le fait est là et l'USFP et même l'Istiqlal l'ont assez dénoncé : S.M. Hassan II (1) ne trouve pas la voie qui, par delà les slogans unanimitaristes et le désir légitime de défendre la marocanité, permettrait de tirer le Maroc de son isolement croissant au sein de l'OUA. De ce fait, rejeté dans le camp des « modérés », le Maroc intervient au Shaba et joue aussi aisément le rôle de pilier, d'étape voire d'avant-garde du « monde libre ». Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de défendre ses intérêts spécifiques. Se retournant vers le Maghreb et l'Afrique il faudra bien qu'il fasse des concessions qui ne le transforment pas à nouveau en îlot car ce qui a fait sa force au XVIII^e siècle et au XIX^e siècle, son isolement, ne peut plus être une dynamique aujourd'hui. Certes le Roi préside le Comité Al Qods mais la délivrance de Jérusalem, si elle a pu faire marcher l'Europe tout entière entre le X^e et le XI^e siècle, n'apportera peut-être pas autant de gratifications internes qu'en fournit la *Massirat al-Khadra*.

*
**

L'Unité du Maghreb, l'Unité de l'Afrique, thèmes sans cesse invoqués, que de crimes l'on commet en votre nom ! Et pourtant la force dynamique des mythes n'est-ce pas de conduire à réaliser les utopies. Nous continuons à croire que le destin des Peuples du Maghreb, passe, là aussi, par l'extinction des guerres et la fin des tyrannies.

Bruno ETIENNE.

(1) Le Roi, en effet, est le seul responsable de toute politique. De nombreux entretiens avec d'anciens ministres, de hauts fonctionnaires, des délégués du Maroc aux conférences internationales m'ont confirmé cette réalité